

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

MARSEILLE LE 10 NOV. 2010

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU

☎ 04.91.15.69.26.

N° 24-2010-PC

Arrêté imposant des prescriptions complémentaires à la société
DAHER INTERNATIONAL dans le cadre de reprise des
activités du site de PROVENCE STOCK SERVICE
sur la commune d'Arles

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}, et notamment ses articles L. 516-1, R.516-1 et R.516-2,

Vu la demande de changement d'exploitant de la société DAHER INTERNATIONAL en date du 27 novembre 2009,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 1^{er} juin 2010,

Vu l'avis du Sous Préfet d'Arles en date du 8 juillet 2010,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 10 septembre 2010,

Considérant que la société PROVENCE STOCK SERVICE est autorisée, au travers de plusieurs arrêtés, à exploiter un entrepôt de stockage de produits agropharmaceutiques et phytosanitaires, de produits toxiques et très toxiques, et de liquides et produits inflammables, sur la commune d'Arles,

Considérant que par courrier du 27 novembre la société DAHER INTERNATIONAL était le nouvel exploitant de l'ensemble des équipements et installation de cette plate forme logistique,

Considérant que, ce site étant classée « SEVESO » seuil haut, et subordonné à la constitution de garanties financières en application de l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, il y lieu d'acter le changement d'exploitant en imposant à l'exploitant de fournir les garanties financières conformément à l'article R.516-1, et dans les formes prévues à l'article R.512-31 du code précité,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

.../...

ARRETE

ARTICLE 1 – Objet

La société DAHER INTERNATIONAL, dont le siège social est 10 Place de la Joliette, Atrium 102, 13002 Marseille, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à exploiter, au sens du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, les installations de la plate-forme logistique et de stockage de produits phytosanitaires et agropharmaceutiques, anciennement exploitées par la société Provence Stock Service, conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux applicables à ces installations.

ARTICLE 2 – Garanties Financières

Le montant des garanties financières, exigées par l'article L.516-1 du code de l'Environnement, est fixé à 6 010 000 millions d'euros (6 millions et dix milles euros), en application de la méthode forfaitaire présentée en annexe 2 de la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997.

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice des travaux publics TP01.

Dans le cas d'une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de la seule initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation des installations, relevant de l'application du 3^{ème} alinéa de l'article R.512-33 du code de l'Environnement, et conduisant à une augmentation du montant des garanties financières, ou tout changement d'

ARTICLE 3 – Dispositions Particulières

Selon l'article L.512-2 du Code de l'Environnement, l'exploitant informe le Préfet de toute modification substantielle des capacités techniques et/ou financières telles que définies à la date de signature du présent arrêté.

L'exploitant définit une politique de prévention des accidents majeurs telle que prévue à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000.

Il met en place un système de gestion de la sécurité conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

ARTICLE 4 –

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

ARTICLE 5 –

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 Livre V Titre 1^{er} Chapitre IV du Code de l'Environnement, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6 –

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 7 –

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 –

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Arles,
- Le Maire d'Arles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement; *
- Le Directeur de la Sécurité et du Cabinet,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Service Urbanisme,
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Pôle Coordination de la Prévention et de la Planification des Risques,
- Le Directeur Régional de l'Agence de Santé,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement.

Marseille le

10 NOV. 2010

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Christophe REYRAUD

